

À PARTIR DU



RETRAITES



IL FAUT QUE
ÇA PÈTE !
64 ANS C'EST TOUJOURS NON !

Depuis des semaines les mobilisations massives, les grèves et les manifestations, partout sur le territoire, ancrent la contestation du projet injuste et brutal de réforme des retraites que le Gouvernement tente d'imposer.

L'opinion publique, sondage après sondage, confirme son soutien au mouvement, son opposition au report de l'âge légal de départ et à l'allongement de la durée de cotisation et même son adhésion aux blocages face à la surdité (l'absurdité?) du Gouvernement.

Chaque jour qui passe révèle les approximations, les partis pris et même les mensonges sous couvert de pédagogie. Désormais les motivations sont claires.

Il ne s'agit ni de prendre en compte la pénibilité, ni d'améliorer la situation des femmes, des précaires ou des seniors, le dispositif carrières longues vire au bingo et la mesure phare mensongère sur les retraites minimales ne concernera qu'une poignée de bénéficiaires.

Il ne s'agit pas non plus de sauver le système par répartition ou la solidarité intergénérationnelle. La réforme se résume au fond à transformer d'un coup de baguette budgétaire nos deux meilleures années de retraite en nos deux pires années de boulot !

Par idéologie le Gouvernement refuse obstinément d'explorer d'autres pistes de financement qui pourtant répondraient aux prétendues difficultés budgétaires.

Par idéologie il veut mettre fin aux régimes spéciaux au prétexte d'équité dans une volonté de nivellement par le bas.

La réduction des dépenses publiques constitue désormais son unique boussole dans cette même logique qui abîme l'école et détruit l'hôpital, vide les territoires et laisse partout les services publics exsangues.

Comme si ça ne suffisait pas, une partie des sénateurs affichent leur intention de durcir encore la réforme, un amendement adopté avec avis favorable du Gouvernement à l'Assemblée Nationale appelle à une étape supplémentaire pour faire converger les différents régimes et relancer le projet de système universel rejeté en 2019.

Parallèlement les réflexions sur l'avenir de la fonction publique n'augurent rien de bon et la revue des finances publiques annonce un nouveau tournant austéritaie.

Et malgré une nouvelle explosion de l'inflation en mars, le Gouvernement retient l'hypothèse d'un nouveau gel du point d'indice sur la durée du quinquennat.

Ce jusqu'au boutisme ne nous laisse pas le choix. Nous devons encore monter d'un cran pour obtenir le retrait du projet du Gouvernement.

Dès le 7 mars, F.O.-DGFIP appelle les personnels à s'inscrire dans les initiatives visant à mettre le pays à l'arrêt, à être massivement en grève et nombreux dans les actions et manifestations.

C'est maintenant et tous au même moment !

Partout où les conditions sont remplies les personnels doivent se réunir en assemblée générale pour mettre en débat la reconduction du mouvement.

Quelque chose est en train de se lever...
Pour la première fois depuis longtemps, dans l'unité syndicale, nous pouvons gagner le retrait de ce projet brutal, injuste et inefficace.

**ALORS MAINTENANT ÇA SUFFIT !
À PARTIR DU 7, IL FAUT QUE ÇA PÈTE !**